

SYRIE, ARABIE SAOUDITE, LIBYE, SAHARA OCCIDENTAL...

L'exception algérienne

A travers ses choix stratégiques en matière de politique extérieure, l'Algérie se démarque aujourd'hui officiellement du reste des pays arabes et particulièrement ceux des monarchies du Golfe, engagées dans des manœuvres évidentes pour s'assurer de leur suprématie dans le monde arabo-musulman.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Ce constat a été notamment établi à la faveur des événements qui ont frappé la péninsule Arabique à la suite du déclenchement de la guerre du Golfe.

Conscient des enjeux géo-stratégiques qui allaient découler de la destruction de l'Irak par les Américains, le royaume saoudien a vite entrepris de rassembler autour de lui tous les constituants de la Oumma musulmane.

Les faits les plus récents et les plus évidents surtout ont été particulièrement constatés lors de sa recherche de légitimation de l'invasion du Yémen, la lutte enclenchée pour la chute du régime d'El-Kaddafi et celle en cours pour la destitution de Bachar El-Assad.

Pour confirmer davantage sa position de leadership, l'Arabie Saoudite a enclenché y compris une opération pour la mise sur pied d'une espèce d'OTAN sunnite, une organisation axée sur la lutte antiterroriste qui englobe la majorité des pays arabes et ceux de confession musulmane. Excepté l'Algérie, seul pays décidé

à maintenir l'indépendance de sa diplomatie et faire prévaloir sa propre vision en matière de politique extérieure.

Après avoir refusé de s'allier aux positions de l'Arabie Saoudite pour l'invasion du Yémen, Alger s'est démarquée du projet de création de l'organisation arabe contre le terrorisme qui s'est vu ainsi privée d'un allié de taille connu pour son expérience en matière de lutte contre le terrorisme. La même attitude a été adoptée lorsqu'il s'est agi de classer le Hezbollah parmi les groupes terroristes.

A travers son ministère des Affaires étrangères, Alger a fait savoir qu'elle refusait de s'inscrire dans la logique de la Ligue arabe, estimant que la décision revenait aux Libanais eux-mêmes, d'une part, et qu'il fallait, d'autre part, prendre en considération le fait que le Hezbollah avait de profonds liens et prolongements au sein de la société libanaise.

La démarcation de l'Algérie a cependant été perçue de manière beaucoup plus intense à travers



Abdelkader Messahel.

l'officialisation de son soutien à la Syrie. Ce qui n'était qu'un constat de position officieuse s'est confirmé d'abord avec l'audience accordée par le président de la République au ministre syrien des Affaires étrangères, récemment en visite à Alger, puis à travers le message de soutien adressé par Bouteflika à Bachar El-Assad lors de la célébration de la fête de l'indépendance de la Syrie.

L'événement a été suivi quelques semaines plus tard par

un déplacement officiel de M. Messahel à Damas, pour une visite de travail dans le cadre de la 2^e session du Comité de suivi algéro-syrien. La première session de ce comité, doit-on le rappeler, s'était tenue en juillet 2009 à Alger.

De la même manière, M. Messahel a effectué dernièrement un déplacement à Tripoli où il a annoncé la réouverture prochaine de l'ambassade d'Algérie, fermée suite à l'attentat à la bombe qui l'avait ciblée en janvier 2015, pro-

voquant la mort de trois personnes. Ce déplacement sur le terrain de prédilection des monarchies du Golfe, le Qatar surtout, est le premier qu'effectue un responsable arabe en Libye depuis la formation du gouvernement d'union nationale.

Il ne faut pas oublier surtout que les choix stratégiques de l'Algérie l'ont engagée dans un travail profond pour l'affirmation de l'autodétermination du peuple sahraoui en accusant, pour la première fois publiquement, la France d'entraver les accords ONU-OUA en faveur de l'indépendance des Sahraouis à travers son soutien au Maroc.

Pour certains spécialistes, cette position, essentiellement axée sur le principe de non-ingérence et de respect d'indépendance des nations, confère aujourd'hui à l'Algérie une position particulière qui lui a notamment permis d'être épargnée jusqu'à l'heure par le Printemps arabe, en dépit des graves difficultés politiques et économiques que traverse le pays.

Ce qui fait écrire à des journalistes russes, observateurs de la scène internationale, que l'Algérie ressemble aujourd'hui au «dernier faucon arabe».

A. C.

Messahel achève sa visite en Syrie par la signature du procès-verbal de la deuxième réunion du Comité de suivi algéro-syrien

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a achevé hier une visite de travail en Syrie où il a pris part, à la tête d'une délégation, à la deuxième réunion du Comité de suivi algéro-syrien durant laquelle la lutte contre le terrorisme et l'adoption de solutions pacifiques pour le règlement des conflits ont été mises en avant.

M. Messahel a été reçu lors de sa visite de deux jours par le président syrien Bachar al-Assad à qui il a transmis les félicitations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion du 70^e anniversaire de la fête nationale de son pays, et ses vœux au peuple syrien pour davantage de sécurité et de stabilité. Il lui a également réitéré le «soutien de l'Algérie au peuple syrien dans sa lutte contre le terrorisme afin de préserver la stabilité et la sécurité de la Syrie et l'union et la cohésion de son peuple». Par ailleurs, M. Messahel a fait part au Président syrien de l'expérience de l'Algérie en matière de réconciliation nationale pour la concrétisation des attentes du peuple en termes de stabilité, en mettant l'accent sur le règlement politique des crises qui secouent le monde arabe.

Le Président El-Assad a, pour sa part, exprimé ses remerciements pour les vœux adressés par le Président Bouteflika ainsi que pour le soutien et la solidarité de son pays face aux défis induits par le terrorisme. Il a exprimé «sa

détermination à renforcer la coopération entre les deux pays dans divers domaines».

M. Messahel s'est également entretenu avec le Premier ministre syrien Wael al-Halki avec lequel il a évoqué les questions d'intérêt commun, les relations bilatérales et les moyens de leur renforcement. Les deux parties ont également évoqué les développements de la situation en Syrie y compris la rencontre de Genève entre les antagonistes syriens.

M. Messahel a rencontré en outre le président de l'Assemblée populaire syrienne, Mohammad Jihad al-Laham.

Les entretiens ont porté sur l'échange d'expériences entre les deux pays sur le plan parlementaire. Le ministre a saisi cette occasion pour présenter un exposé sur les récentes réformes engagées en Algérie à la lumière de la révision de la Constitution visant à consolider l'instance législative et le rôle du Parlement dans la vie politique du pays.

A l'issue de sa visite hier, M. Messahel a rencontré le vice-

Premier ministre syrien des Affaires étrangères, Walid El-Mouallem. Les entretiens ont permis «d'évaluer la visite de M. El-Mouallem fin mars dernier en Algérie et celle de M. Messahel en Syrie, couronnées de résultats positifs». Les deux parties se sont félicitées de ces résultats qui ont permis de consolider les relations bilatérales.

Les deux responsables ont convenu de «la nécessité de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, adopter les solutions pacifiques pour le règlement des conflits et opter pour la politique de réconciliation et d'unité nationale, garante de la stabilité et de la souveraineté des pays».

MM. Messahel et El-Mouallem ont également évoqué la question du Sahara occidental.

La visite de travail a été couronnée par la signature d'un procès-verbal de la deuxième réunion du Comité de suivi algéro-syrien.

Le document a été signé par M. Messahel et le ministre syrien de l'Economie et du Commerce extérieur, Hammam El Djazairi.

La deuxième réunion du Comité a pour objectif la définition des principaux axes de la coopération bilatérale dans divers domaines et la recherche des voies et moyens à même de hisser cette coopération à la hauteur des perspectives prometteuses qui s'offrent aux deux pays, par la mise en place d'une feuille de

route pour les actions à venir en vue de promouvoir le niveau de coopération bilatérale au mieux des intérêts communs.

Dans une allocution à l'ouverture des travaux, M. Messahel a réitéré l'appui de l'Algérie à la Syrie dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, rappelant que l'Algérie «avait souffert des affres du terrorisme durant plus d'une décennie».

Le ministre a «exprimé la solidarité de l'Algérie avec la Syrie qui subit une agression terroriste qui vise à anéantir les fondements de l'Etat, à s'emparer du pouvoir par la force et à semer la terreur».

«Notre expérience nous montre que le règlement de la crise syrienne passe par un dialogue national inclusif à même de mettre fin à la violence et garantir la préservation de l'intégrité, de la stabilité et de la cohésion de la Syrie et de la protéger contre toute intervention étrangère», a soutenu le ministre.

Pour sa part, M. Hammam El-Djazairi a salué dimanche les positions «sages, objectives et constantes» de l'Algérie vis-à-vis de la crise syrienne et des autres questions arabes. La position de l'Algérie vis-à-vis de la crise syrienne «émane de ses décisions souveraines et de son expérience de lutte pour l'indépendance», a-t-il ajouté. La deuxième session de la commission de suivi algéro-syrienne s'est tenue en prévision de la tenue de la grande commis-

sion mixte prévue prochainement à Alger. Le président de l'Assemblée populaire syrienne, Mohammad Jihad al-Laham a annoncé la mise en place d'une commission parlementaire syrienne pour s'imprégner de l'expérience algérienne et adopter les grands axes de la Charte algérienne pour la paix et la réconciliation.

M. al-Laham a fait part de la «volonté de la Syrie de s'imprégner du texte de la Charte pour la paix et la réconciliation en Algérie» en vue de trouver une issue à la crise syrienne.

La situation en Syrie a été au centre des entretiens de M. Messahel avec les hauts responsables syriens, au regard de la crise que connaît ce pays et des négociations syriennes qui se déroulent sous l'égide de l'ONU à Genève, pour trouver une solution au conflit. La visite de Messahel à Damas s'inscrit dans le cadre du soutien et de la solidarité de l'Algérie avec la Syrie qui célèbre son 70^e anniversaire d'indépendance, au moment où ce pays fait face au terrorisme qui menace sa sécurité et sa stabilité.

Depuis le début de la crise en Syrie en 2011, l'Algérie soutient le dialogue inclusif inter-syrien en vue de trouver une solution à la crise, affirmant que la solution demeure entre les mains des Syriens, loin de toute ingérence étrangère.

APS